

Peut-être que je comprends mal...

-----

Les Anglais roulent à gauche. Même ceux qui ne sont pas contents roulent à gauche dans les pays où la règle est de rouler à gauche. Celui qui roulerait à droite ne pourrait pas le faire très longtemps, sauf quelques exceptions où règnent un klaxonnante anarchie.

Le «vivre ensemble» a défini des règles d'une infinie diversité. Il a défini des Etats. Tant que les échanges lointains étaient limités, chaque Etat pouvait définir ses règles intérieures et la façon dont pouvaient être définies les règles, de la dictature à la démocratie, en passant par l'oligarchie.

Je comprends que le TAFTA est un projet de traité inter-Etat qui aboutira à traiter les Etats comme des organes de droit civil, où les forces économiques (les multinationales) pourront faire condamner les Etats pour une législation qui leur serait défavorable. Par exemple des règles environnementales qui seraient une entrave au commerce. Ce que je ne comprends pas, c'est que ce projet est le fruit de négociations auxquelles nos élus n'ont pas part. De quoi nous plaindrons-nous ?

Je comprends que la libéralisation des échanges augmente le volume des transports mais que cette liberté met en péril des activités essentielles. Par exemple, la livraison des poulets industriels aux pays d'Afrique pour qui l'élevage des poulets est une composante essentielle de leur économie de survie. Cette liberté est le marqueur du cynisme.

Je comprends que l'optimisation fiscale est considérée comme une pratique normale puisque légale, à défaut d'être éthique, morale et humaniste. Incidemment, je comprends que l'attitude du citoyen face à l'impôt soit négative et que la relation entre les impôts et le coût des services publics s'efface peu à peu. Crier que l'Etat nous vole est absurde. L'Etat, c'est nous et nous avons l'Etat que nous méritons. Je comprends que l'Etat ne soit pas très efficace, mais je pense que nous ne lui facilitons pas la tâche - vaste programme d'éducation à la citoyenneté !

Je comprends que l'austérité rend austère... et que la dépense rend riche. Je comprends que les particuliers qui sont riches s'accrochent

fort bien d'un Etat pauvre, sans aller jusqu'à insinuer que les riches poussent à la pauvreté de l'Etat... sauf là où ils peuvent en recevoir plus qu'il n'en donnent (les armes, les autoroutes, la socialisation des pertes des banques,...). Je comprends qu'un pauvre Etat n'assure plus son rôle de régulation et de redistribution.

Je comprends que, voici plusieurs siècles, les riches avaient leurs pauvres et que le clergé s'occupait des oeuvres sociales. Aujourd'hui aussi, grâce aux incitations fiscales, les riches choisissent leur pauvres et les ONG remplacent le clergé. L'Etat semble de plus en plus inutile, cet Etat que l'homme «civilisé» (1789, 1945 entre autres) s'est donné afin d'améliorer la vie collective : régulateur, protecteur, éducatif, redistributif. Le jeu démocratique demande aujourd'hui moins d'Etat, moins de régulation alors qu'il serait normal que les ventes d'argent soient taxées, moins de protection parce que le «chacun pour soi» est la loi du monde libéral, moins d'accès à l'éducation parce que cela nous coûte trop d'impôt et que les profs ont le mépris des parents (qui éduquera les parents ?) plutôt que leur confiance, moins de redistribution, parce que l'héritage est notre avantage acquis. Moins d'Etat ? Adieu Liberté, adieu Egalité, adieu Fraternité, vous faites partie d'un ancien monde ! Adieu Dignité, adieu Humanisme, adieu Tolérance et Diversité. Bonjour Cynismes, bonjour Acidités (victimations), bonjour Communautarismes, bonjour Violences.

Je comprends que nous sommes des citoyens-actionnaires, mais, comme tous les petits porteurs, nous entendons et souvent approuvons les orientations des actionnaires principaux. Je comprends que ces actionnaires principaux ne sont pas des citoyens isolés mais des groupes d'intérêts qui savent se faire entendre de tous, en général à leur seul bénéfice. J'appelle cela de l'habile manipulation.

Je comprends que la Bourse se porte bien si le coût du travail reste bas. Je comprends aussi que les salariés fassent le gros dos lorsque le taux de chômage est important, car, consciemment ou inconsciemment, ils craignent pour leur emploi et repoussent à plus tard des revendications qui augmenteraient le coût du travail. Un salarié trop revendicatif est un indésirable et donc un chomeur potentiel et l'augmentation du coût du travail est un risque pour l'entreprise. Les possesseurs d'action ont bien compris qu'un taux de chômage important est rémunérateur. A quoi bon investir pour moderniser l'entreprise puisque cela va créer des emplois... et donc faire baisser la Bourse, pénalisant doublement

les actionnaires : les investissements diminuent leur dividendes et les actions perdent de la valeur.

Je comprends que l'on ne veuille payer que ce que l'on consomme. Ceux qui n'écoutent que les radios payées par les publicités ne voient pas pourquoi ils paieraient les émissions de Radio-France. Ceux qui ne vont jamais à l'opéra ne comprennent pas que leurs impôts payent le salaire des 1000 personnes qui y travaillent. Je ne sais comment leur expliquer que la culture et la création sont la base de la vie en société.

Je comprends que les économistes ont reçu leur savoir de ceux qui savaient, c'est à dire de professeurs d'universités reconnus, tellement reconnus qu'ils sont aussi conseillers de ceux qui peuvent en tirer les meilleurs bénéfices : banques, multinationales, politiques. Ce faisant, ces professeurs-consultants construisent des raisonnements plus utiles à leurs clients qu'à la société civile. Ce sont ces raisonnements qu'ils enseignent à leurs étudiants,... qui, à leur tour, les diffuseront dans le système économique général. Je comprends pourquoi les petites et moyennes entreprises, la presse, les petits épargnants adoptent le point de vue de ceux qui s'enrichissent sur leur dos.

Pour l'anecdote, j'ai le souvenir d'un Ingénieur de Ponts, bon «commis de l'Etat», qui, passé chez Vincy, n'a pas mis 6 mois à défendre les intérêts de son nouvel employeur, à l'inverse de ce qu'il défendait au service de l'Etat.

Je comprends qu'une dette doit être honorée,... tant qu'elle n'est pas déshonorante. Les contrats qui déclarent que les premiers remboursements couvrent les intérêts et non le capital sont des contrats certes, mais sont aussi de l'extorsion de fonds lorsque le débiteur/demandeur est en situation de faiblesse. Un prêt humaniste est celui où capital et intérêts se remboursent simultanément, avec des traites proportionnelles à la solvabilité de l'emprunteur.

Je comprends que la dette de la Grèce et la dette de la France ne soit pas de même nature et que la dette de la France n'est pas illégitime puisque les Français ont voté pour des faiseurs de dette en leur nom démocratique. Mais le citoyen-actionnaire que je suis comprend aussi que cette dette est stupide, puisqu'elle grève l'Etat par les intérêts qui semblent éternels à rembourser chaque année. Si encore cette mauvaise finance servait à faire produire la France au lieu de partir dans les dividendes d'actionnaires pour la plupart étrangers. Le mal

est fait, il nous faut faire avec et avec les contraintes monétaires européennes que nos gouvernements ont été si fiers de mettre en place. Regrettons la Banque de France et la Banque des dépôts.

Je comprends qu'en payant la TVA, les plus riches payent proportionnellement à leurs dépenses. Mais cette contribution indirecte n'est pas redistributive et ne compense pas l'effet qui veut que plus on est riche plus on s'enrichit, ... et inversement. La redistribution pourrait se faire avec l'impôt sur le revenu des particuliers et sur les bénéficiaires des sociétés. Mais la jungle fiscale est perverse... à la grande joie des fiscalistes dont l'intérêt évident est de ne conseiller que les mieux lotis et leur descendance.

Je comprends que l'on pointe la cherté des services publics, mais que l'on fait tout pour en accroître la complexité et la technicité. Comme si un kilomètre de tramway en 2015 pouvait être au même prix qu'en 1915, comme si une opération à cœur ouvert ne coûtait rien comme elle ne coûtait rien il y a 50 ans, puisqu'elle ne se faisait pas, comme si l'on pouvait construire une maison comme il y a 100 ans sans vérifier qu'elle ne sera pas balayée par une tempête ou une coulée de boue, comme si la justice devait traiter le même nombre d'affaires qu'il y a 30 ans, comme si un Rafale pouvait coûter le prix d'un Spitfire.

Je comprends qu'une analyse technocratique ait conduit à faire des collèges de 2000 élèves. Auraient-ils pensé, ces penseurs, à l'apport de l'institution à taille humaine dans le bonheur national brut ? Je comprends que le métier de prof est un métier difficile, voire impossible sans compétence pédagogique pour faire face à l'imbécile désacralisation de l'école. Certains imbéciles ont compris 1968 de travers et malheureusement ils sont toujours là et ont même pris du grade. Sans parler des psycho-rigides péremptaires. Je comprends la rigidité ontologique des professeurs qui, face à leur élèves, doivent être sûrs de leurs savoirs. Seuls dans leur classe pendant de nombreuses années, ils ont la certitude de leurs méthodes et de ce qu'il convient que les élèves sachent. L'Éducation nationale n'est pas prête à être réformée... d'autant que ces réformes sont la proie des politiques, ceux en place qui essaient d'assumer leur rôle de gouvernance et ceux de l'opposition qui ne savent qu'avoir le mépris électoral qui convient à leurs visées. Tout est bon pour devenir calife à la place du calife. Je comprends que l'enseignement d'aujourd'hui ne

puisse plus être le même qu'hier et que la sacralisation de l'école soit remise en cause. Mais je comprends que propager le mépris de l'Education nationale et les mérites de l'enseignement privé engage notre société dans la sélection de l'élite par l'élite. La société d'aujourd'hui n'a plus envie de redistribuer les richesses et le pouvoir.

Je comprends que l'on soit content de vendre des Rafales à L'Inde, à l'Egypte ou au Qatar et qu'il vaut mieux que ce soit la France qui les fabrique et les vendent plutôt que des fabricants étrangers. J'aimerais comprendre en quoi ces armes immensément coûteuses peuvent améliorer le sort des pays qui se ruinent (ou qui ruinent leurs voisins) pour les acheter.

Je comprends que les déforestations soient rentables pour certains, mais en éradiquant les forêts primaires, on touche au patrimoine de l'humanité et en achetant des meubles faits de ce bois, nous participons, copeau après copeau, au saccage de notre planète. J'apprécie cette légende amérindienne (rapportée par Pierre Rabhi ?) sur le colibri qui porte de l'eau dans son bec pour la verser sur l'incendie. Le tatou qui l'observe lui dit «Mais que fais-tu ? Tu ne vois donc pas que cela ne sert à rien ? - Peut-être, répond le colibri, mais je fais ma part.» Copeau de bois précieux après copeau de bois précieux, à chaque fois que nous achetons un meuble fait de ce bois précieux, je comprends que nous faisons notre part de saccage.

Je comprends la difficulté pratique des débats publics. Les réseaux sociaux et les forums sont une pollution beaucoup plus qu'une aide. Les «suiveurs» sont grégaires et ne savent pas lever la tête pour voir le monde avec leur propres yeux. Il y a là un communautarisme rampant qui pervertira les élections générales...

Je comprends la défiscalisation sur les logements locatifs qui n'a pour effet que de contribuer à construire dans les centres actifs où les loyers sont élevés,... au préjudice des centres urbains qui meurent. quand reverrons-nous du dynamisme dans les petites villes et dans les bourgs où il aurait pu faire bon vivre. Pourquoi fait-on tout le contraire : un numéris clausus qui ne permet pas de remplacer les vieux médecins dans les campagnes, des services publics qui ferment pour de fausses raisons de productivité, grandes surfaces qui tuent les boulangers et les bistrots dans les villages...

Je comprends que la crise est vecteur de chômage, mais je ne comprends pas que l'aéronautique ne trouvent pas les milliers de jeunes techniciens dont elle a besoin, malgré un salaire nettement plus élevé que celui des professeurs. Qui remettra à sa place l'estime du travail manuel ou des services à la personne.

Je comprends que les auteurs de films, de musique, de logiciels, de sacs à main et autres productions se plaignent du piratage de leurs oeuvres. Mais je comprends aussi que plus une oeuvre est piratée plus elle est connue, plus son auteur est connu, plus elle se vend et plus les oeuvres suivantes seront connues et vendue. En fait, je comprends plutôt que le piratage est une publicité gratuite. Qui plus est, une action en justice pour ce «manque à gagner» est aussi une publicité. J'ose penser que la plupart des pirates n'auraient pas acheté l'oeuvre s'ils avaient dû la payer et que ce «manque à gagner» reste très faible.

Je comprends aussi que les droits d'auteur rémunèrent les auteurs d'autant plus que leurs oeuvres sont connues. Je comprends que leurs descendants peuvent hériter de ces droits, mais en respectant le principe de redistributivité des richesses, c'est à dire l'impôt sur les successions. Je doute fort que le soit le cas, puisque la richesse continue à s'accroître après la mort de l'auteur et deviennent un revenu (une rente) pour les héritiers. Je comprends aussi qu'une oeuvre est un patrimoine qui, avec le temps, devient public et que la durée des droits d'auteur reflète le rapport de la société à la culture. Il s'enlaidit d'autant. Les brevets vivent 20 ans pour que l'économie vive, alors que droits d'auteur vivent 70 ans : quel gâchis public !

Je comprends qu'on dise de moins dépenser à celui qui est endetté. Si celui-ci est en économie de survie, ce conseil est indigne. Quand il s'agit d'un Etat endetté, je comprends que ses créanciers lui dictent une politique d'austérité. En dépensant moins, l'Etat pourra rembourser ses dettes. Ce faisant, l'Etat dont les dépenses sont, hors la dette, des dépenses localisées, n'insuffle plus ni les productions ni les services. L'emploi diminue, les dépenses individuelles diminuent, les taxes et impôts sur le revenu diminuent. Les recettes de l'Etat diminuent, l'Etat s'appauvrit et n'arrive pas à rembourser sa dette. Les créanciers sont indignes. Le FMI et les banques associées sont indignes.